



**CONFERENCE DE PRESSE du 9 janvier 2020**

**Un an après le sinistre qui a ravagé  
leur outil de travail,  
les salariés de TOUPNOT exigent des pouvoirs publics  
qu'ils contraignent COFIGEO à tenir parole :**

**Les 71 salariés ont droit à un PSE exemplaire !**



Il y a un an jour pour jour, notre usine était ravagée par un incendie qui détruisait complètement notre outil de travail.

Dès le lendemain, convaincus de notre savoir faire héritier d'une histoire industrielle de 87 ans, nous nous sommes mobilisés pour exiger du groupe COFIGEO devenu propriétaire de notre usine une reconstruction rapide.

Nous avons alerté les pouvoirs publics, nous nous sommes mobilisés, toujours dans le respect et la responsabilité, pour sauver nos emplois et notre usine.

Il fallait construire très vite un atelier relais pour redémarrer une activité et rassurer nos clients : **cela était possible et viable.**

Mais très vite aussi, nous avons compris et mis à jour les manœuvres du groupe COFIGEO, dont le principal objectif était de cesser toute activité, percevoir les indemnités d'assurance dues au sinistre et conclure dès février un plan de licenciement low-cost.

Nous n'avons pas accepté le mépris affiché par les actionnaires et ce que d'aucuns présentaient comme une fatalité.

Nous savons que l'Etat avait les moyens juridiques d'imposer au groupe le respect des engagements de maintien de l'emploi qu'il avait pris devant le Ministre de l'Economie lors de la reprise du groupe William Saurin.

L'Etat nous a certes accompagné dans nos démarches, financé une étude qui apportait la preuve de la viabilité d'une reconstruction, mais, en dépit de nos demandes réitérées, des interventions des parlementaires et élus, des rencontres organisées à Bercy avec la secrétaire d'Etat à l'Industrie, a finalement laissé prévaloir l'intérêt financier du groupe COFIGEO et ses décisions stratégiques d'optimisation sur la sauvegarde de 71 emplois industriels auxquels il faudrait rajouter des emplois de sous-traitants.

C'est donc à un plan de licenciement pour tous les salariés auquel nous sommes confrontés alors que cela aurait pu et dû être évité.

Nous sommes désormais engagés dans la phase de négociation d'un « Plan de Sauvegarde de l'Emploi » si mal nommé.

Nous sommes toutes et tous en droit d'être amers, mais nous ne sommes pas abattus.

**Nous sommes fiers du combat que nous avons mené et que nous allons continuer à mener .**

Nous savons ce que valent les paroles et les écrits de COFIGEO. Nous savons ce que valent les engagements de plan social exemplaire pris en préfecture par ceux-là même qui nous ont habitué au mépris et aux manœuvres.

Pour preuve, la proposition de PSE remise aux représentants des personnels est minimaliste et bien loin de l'exemplarité claironnée.

**Alors oui, nous allons continuer à nous mobiliser et à nous battre.**

**Et oui, nous considérons qu'il est de la responsabilité de l'Etat d'être aux côtés des salariés et de leurs familles pour faire en sorte que le PSE soit réellement EXEMPLAIRE !**

Nous voulons remercier les élus locaux, nationaux, la région ainsi que les services de l'état pour leur implication à nos côtés pendant cette longue année mais surtout nous voulons remercier Mme BOURDEU maire de Lourdes présente aujourd'hui et qui l'a toujours été à chaque fois que nous l'avons sollicitée pour de multiples raisons.

Mais n'oublions pas que le combat n'est pas fini et que les élus et parlementaires du territoire peuvent, plus que jamais, jouer un rôle majeur pour que le groupe COFIGEO soit mis à contribution et que l'humain prévaille enfin..

Nous demandons également à ce que le Président de la République, parfaitement au fait de notre situation, veuille bien nous recevoir lors de son séjour à Pau les 13 et 14 janvier 2020.

**LES SALARIES DE L'ENTREPRISE TOUPNOT  
CONTINUENT à SE BATTRE POUR LEUR AVENIR, CELUI DE LEURS FAMILLES  
et DE LEUR TERRITOIRE.**

**Les salariés en lutte de l'entreprise TOUPNOT.**